



Selon des déclarations des séminaristes de la Mission d'intégration et de développement pour l'Afrique, il suffisait de déposer une caution de 12000 FCFA et participer à un séminaire de sept jours pour entrer en possession de plus de 60 000 FCFA. Malheureusement, les épargnants de la voient leurs espoirs s'évanouir depuis l'interpellation de Patrice Pen, le responsable de la structure. Enquête !

Carrefour Nsam ce jeudi 19 avril 2018, il est 12h. Il fait un soleil à cuire un hippopotame. La chaleur suffocante fait transpirer à grosse gouttes. Les motocyclistes qui font le trajet Nsam-Ahala sont submergés par le volume de travail. Contrairement aux autres jours de la semaine, la clientèle est importante aujourd'hui. La plupart de « clients » empruntent la même destination : « siège de la Mida ». Mais, la visite n'est pas fortuite. C'est que les « séminaristes », expression employée pour désigner les épargnants de l'institut Mida, veulent voir avant de croire.

Se rassurer de ce que la structure qui a juré de « changer leur vie » à été effectivement mise sous scellés comme l'annonce depuis les premières heures de la matinée, les médias. A leurs trousses, des hommes de medias et certains curieux, animés par la même intention. Au quartier Ahala, situé l'arrondissement de Yaoundé III, l'affaire fait plutôt le bonheur des petits commerçants. Jus de fruit, eau minérale ou en sachet et bières se consomment à flot, en attendant la « bonne nouvelle ». La mauvaise, c'est que Patrick Pen, le responsable de

l'institut Mida est en garde à vue à la brigade de gendarmerie de Mimboman depuis mardi dernier.

Dieu, le consolateur

Devant le siège de la Mida, une marrée humaine a pris d'assaut l'entrée de l'édifice. D'aucuns assis à même le sol, d'autres forment des petites groupes. Le portail de l'institut est hermétiquement fermé. Aucune inscription particulière n'y est affichée, seulement, une corde de couleur bleue traverse l'immense masse de tôle de part et d'autre. Sur les visages des séminaristes, l'anxiété est perceptible. Cependant l'espoir demeure :

« Dieu va nous aide, comme le gouvernement n'aime pas ceux qui aident les pauvres. Notre sauveurs sera libéré », déclare un séminariste. « Amen, amen ooo », réagit en chœur la foule. « Nous devons continuer la prière ; évitons de salir l'image de la Mida sur les réseaux sociaux. Aussi, ce n'est pas tout le monde qui parle ici. Les medias salissent la Mida, donc il faut savoir ce qu'on doit dire. Dans tous les cas, nous attendons la décision préfectorale, pour l'instance, les choses vont dans le bon sens », rassure Ambroise Médard Manga, l'un des communicateurs de l'institut, fraîchement revenu de la brigade de Mimboman.

Devenir millionnaire en peu de temps

Pour comprendre le désarroi de ces pauvres gens, il faut retourner au soir du 17 avril 2018 lorsque Jean Claude Tsila, le préfet du Mfoundi, décide par voie de presse de suspendre les activités de la Mida. En effet, explique-t-il, « le groupe n'a aucune existence légale et ses activités ne sont pas autorisées ». Justifiant son acte, l'autorité préfectorale déclare que: « le groupe prétend être en contact avec les bailleurs de fonds, qui leur envoient des fortes sommes d'argent pour aider les jeunes ».

En attendant d'y voir clair, Patrice Pen, le responsable de l'institut « philanthropique » a été interpellé par les éléments de la brigade de gendarmerie de Mimboman et gardé à vue. Une interpellation mal perçue par les séminaristes de la 7ème vague des bénéficiaires des bienfaits de la structure : « j'ai déjà bénéficié de l'argent de la Mida. C'était en septembre 2017, j'avais perçu 4 000 000, après avoir épargné pour 32 places (ndlr c'est- à-dire 12000 francs fois 32). Cette fois, Je devais encore percevoir l' aide à la fin du mois courant », affirme le pasteur Henri Ngonu, avant de poursuivre : « j'ai même dit à mes fidèles que celui qui ne s'inscrit pas à la Mida, doit quitter l'église, c'est Jésus qui est venu au Cameroun sauver les pauvres.

Vous vous imaginez que vous dépensez 12 000 francs Cfa, après 7 jours de séminaire, vous gagnez plus de 60 000 francs Cfa ?», s'interroge-t-il. Patrick Pen, le bienfaiteur embastillé Lekama Ambassa, les bras croisés, le regard évasif, trouve à peine les mots : « j'ai épargné 100 5000 francs, J'attends plus 4 500 000 francs Cfa ». Comme lui, beaucoup de jeunes camerounais sont dans l'impasse. Bouches cousues, visages froissés, ils voient leur rêve de devenir millionnaire sans trop de peine, s'évanouir. Séance tenante, ils ont initié des rédactions de pétitions. Ils entendent les déposer auprès des autorités compétentes, afin de voir libérer Patrick Pen, leur bienfaiteur.

En rappel, c'est en masse que les populations de Yaoundé ont assiégé le siège du Mida pour

une fameuse inscription à la formation rémunérée offerte par cette institution qui dit faire dans le secourisme pour la prévention des crises civiles et militaires tel qu'annoncé par son logo, largement répandu dans les familles, les associations de jeunes et des groupes populaires, principales cibles de ces « vendeurs d'illusions ». Sur les traces de Famm Cameroun, Fiffa, etc. Pour cela, il fallait déboursier la modique somme de 12 500 Fcfa, et près de 13 000 Fcfa supplémentaires d'achat de documents de formation. Après une semaine de formation, le postulant reçoit en retour comme par enchantement, 63 000 Fcfa. Pour appâter ces âmes avides de lucre, les responsables du Mida ont cassé la tirelire. Tenez par exemple, pour le seul mois de février, 1 800 jeunes avaient été formés et auraient reçu plus de 2 milliards de Fcfa. Plus intrigant, la Mida offrant, par ce qu'on appelle le marketing de réseau, la possibilité à tout un chacun d'inscrire autant de personnes qu'il le désire et de gagner ainsi de l'argent au prorata du nombre de personnes inscrites, ce fut la course vers l'or. Obligeant les autorités administratives à enfin se secouer pour voir un peu plus clair.

Entre absence d'existence légale, flou dans le processus de fructification des frais d'inscription et influence dans le réseau des « séminaristes », la pertinence même de leurs missions est fortement remise en question. Convoqués par l'administration, les représentants de la Mida ne se sont pas présentés, obligeant cette dernière à instruire leur interpellation. Les financements, apprend-t-on, viendraient de partenaires extérieurs prétendant vouloir « aider les jeunes, à lutter contre la délinquance, la pauvreté et le grand banditisme ».

Le même procédé avait déjà été mis sur pied il y a quelques années pour les affaires Leadership Academy, Famm Cameroun, Fiffa et bien d'autres, qui avaient brisé de nombreux foyers, ruiner des centaines de camerounais sans que le Gouvernement ne bouge d'un iota.

© **Source : Le Messenger**
